

Le président: Je ne suis pas sûr d'avoir bien compris votre dernier argument.

M. Zimmerman: Je pourrais peut-être demander à M. John O'Brien de vous répondre.

M. John L. O'Brien, c.r., directeur, The Reader's Digest Association (Canada) Ltd.: Nous nous limitons à l'édition . . .

Le président: Oui, je comprends cela, mais je ne comprend pas l'allusion à *Hostess*.

M. Zimmerman: Oh, excusez-moi. Permettez-moi d'expliquer cet aspect de la chose puis M. O'Brien voudra peut-être ajouter ses commentaires. *Châtelaine* paraissait et en français et en anglais. On a fait paraître un périodique à tirage contrôlé que je décrirais comme accessoire; il n'était pas destiné aux lecteurs de *Châtelaine* en tant que tels, mais à un auditoire choisi, additionnel, qui donnait, si je me souviens bien, à une annonce dans les deux périodiques une exposition totale; c'était quelque chose de l'ordre de 1.8 million ou 2 millions de dollars. Nous n'aurions pu tenter cette expérience. Aujourd'hui cette revue a cessé de paraître mais cela ne veut pas dire que l'idée n'est pas rentable.

Le président: Dois-je comprendre que ceci aurait constitué une véritable concurrence pour le Digest?

M. Zimmerman: Oui. Nous considérons cela comme de la concurrence.

Le président: Pourquoi l'affaire n'a-t-elle pas marché?

M. Zimmerman: Cela tourne probablement autour de la signification du mot «lisible», c'est-à-dire une question de dimensions et d'importance. L'affaire n'a jamais pris des proportions de nature à nous troubler, mais nous avons vu dans notre boule de cristal brisée l'indice de l'intérêt qu'il pourrait y avoir à étendre l'auditoire au-delà du tirage payé en le rattachant à une publication à tirage payé.

M. Fortier: Et alors M. Kierans est arrivé et vous a donné un coup de main!

M. Zimmerman: Ce que vous dites là est fort à propos.

Le président: Si l'on vous avait permis d'étendre vos opérations, auriez-vous fait face à cette concurrence au moyen d'un nouveau genre de publication, en supposant que *Hostess* ait survécu?

M. Zimmerman: Nous en aurions au moins fait l'expérience.

Le président: Est-ce que *Reader's Digest* a d'autres publications aux États-Unis?

M. Zimmerman: Non.

M. Fortier: Une autre question qui découle de celle-là, monsieur le président. Le *Reader's Digest* a-il des intérêts dans des moyens d'information électroniques en d'autres pays?

M. Zimmerman: A ma connaissance, il ne possède pas de moyens d'information électroniques.

M. Fortier: Et avant avril 1969, lorsque ces directives au sujet de la propriété étrangère ont été remises par le cabinet au CRTC, vous n'aviez rien fait en vue d'acquérir des intérêts de ce genre?

M. Zimmerman: Vous avez raison.

Le président: Je vais poser une question supplémentaire, puis je vais vous proposer de suspendre la séance pour quelques minutes; quand nous reviendrons, je vous donnerai la parole à vous, sénateur Prowse. Je viens de me rendre compte il y a quelques minutes que le témoin est assis ici avec la jambe dans le plâtre, soutenue par une installation de fortune; nous lui sommes doublement reconnaissants. Je ne m'en étais pas rendu compte, comme j'aurais dû le faire sans doute. Je voulais simplement poser une question supplémentaire et c'est une question qui se rapporte à la discussion que nous avons eue ici au sujet du commerce de la revue.

Les revues canadiennes qui n'ont pas d'intérêts internationaux sont venues nous dire—si je puis interpréter leur position que vous avez sûrement lue dans les journaux,—que ce serait une chose terrible que d'abolir l'exception qui frappe présentement le *Times* et le *Reader's Digest* parce que l'industrie canadienne des magazines disparaîtrait. J'ai posé la question aux représentants du magazine *Time* et je vous le pose maintenant à vous. Partagez-vous ce pessimisme au sujet de l'avenir des magazines faits au Canada qui veut que si l'exception dont vous faites l'objet et dont *Times* fait l'objet était jamais abolie, ce serait à brève échéance la fin de l'industrie de la revue canadienne?

M. Zimmerman: Je vais répondre pour moi-même au lieu de faire des commentaires pour *Times*. A mon avis, l'industrie de la revue au Canada serait gravement atteinte. Je crois qu'en moins de 20 ans, elle cesserait d'avoir de l'importance pour l'annonceur de ce pays.

Le président: Ceci va probablement nous entraîner dans d'autres questions et questions supplémentaires, alors, comme je l'ai proposé, je crois que nous allons suspendre la séance pendant cinq minutes. Il est maintenant environ 11 h. 25, alors nous pourrions